

# OBSERVATOIRE de la NON PROLIFÉRATION

Numéro 2

Décembre 2005

## SOMMAIRE

**MULTILATERAL.....1**

**Échos onusiens .....1**

**PAYS.....2**

**Nucléaire.....2**

**Radiologique.....2**

**Biologique.....2**

**Chimique.....2**

**Missiles.....3**

**CRISES ..... 3**

**TERRORISME.....3**

**CONTRÔLE EXPORTATIONS.....3**

**Dernière minute.....3**

**RELATIONS .....4**

**INTERNATIONALES**

**Géopolitique.....4**

**Diplomatique.....4**

**RECHERCHE.....4**

**Lectures.....4**

**Instituts.....4**

**Agenda.....4**

## MULTILATERAL et nouvelles initiatives

### **CIAB : vers la Conférence d'examen**

La dernière réunion des États parties à la Convention d'interdiction des armes biologiques (CIAB) avant la Conférence d'examen de décembre 2006 s'est tenue à Genève du 5 au 9 décembre 2005. Elle avait pour but de prendre acte des travaux menés par les experts à l'été 2005 sur la question des codes de conduite. Il en est ressorti que l'adoption et la promulgation de codes de conduite à différents niveaux (aux niveaux international et national, au niveau des laboratoires) offre un moyen concret de renforcer le caractère effectif de la norme de non-prolifération biologique. Cette réunion a clos le "nouveau processus d'examen" lancé en 2002 après l'échec de la négociation d'un protocole de vérification ; dans l'attente de la Conférence d'examen de décembre 2006, le principe avait été retenu de réunions d'experts annuelles dont les travaux seraient visés par des réunions d'États parties.

Les travaux d'ONG et de centres de recherche présents en marge de la réunion des États parties (Université de Bradford, *Bioweapons Prevention Project*, *Sunshine Project*) ont mis en lumière les attentes les plus diverses quant à l'avenir du processus d'examen, qui fera l'objet de la Conférence d'examen de décembre 2006.

A une approche réaliste qui prône le renforcement de la Convention par la méthode des petits pas s'oppose une approche maximaliste mettant en avant, de nouveau, l'idée d'un protocole de vérification pourtant entermée en 2001.

Sur la question des mesures de confiance, une prise de conscience se dessine : il n'échappe plus à personne que seuls une quarantaine d'États fournissent chaque année des déclarations. Ce qui signifie que plus de 100 États parties ne s'acquittent pas de leur obligation de transparence.

CIAC : Pour 2006, 180 inspections sont prévues dont 16 pour le tableau I, 46 pour le II, 48 pour le III et 90 pour les autres installations de production.

### **Retards de la CIAC**

La 10<sup>ème</sup> Conférence des États parties à la Convention pour l'Interdiction des Armes Chimiques (CIAC) a tenu ses travaux à La Haye du 7-11 novembre 2005, réunissant les 175 États parties, trois États signataires non membres (Comores, Djibouti, Israël) et quatre observateurs, non signataires (Angola, Irak, Liban, Syrie). L'accession de nouveaux États a été saluée (Antigua et Barbuda, Bhoutan, Cambodge, Grenade, Honduras, Niue et Vanuatu).

Outre l'examen du budget (environ 75 millions d'euros) dont plus de la moitié est dédiée aux activités de vérification, les États membres se sont penchés sur la mise en œuvre des mesures d'applications nationales : à ce jour, seulement 60% d'entre eux ont informé le secrétariat de l'organisation de l'adoption de telles mesures, alors que ce processus devrait désormais être terminé. Les États ont donc repoussé les échéances à 2006. Ils se sont également accordés sur le report

des délais intermédiaires de destruction des stocks (tableau I) pour la Libye.

### **Arsenal législatif**

La Convention pour la suppression des actes illicites en mer, s'est vue adjoindre deux protocoles lors de la Conférence d'examen qui s'est tenu au siège de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) à Londres. Cette convention, souvent désignée par son acronyme anglais SUA, et son protocole concernant les plates-formes ont été conclus en 1988 pour permettre la poursuite des auteurs d'actes illicites en mer. Par les protocoles de 2005, la liste des activités criminelles se trouve étendue au transport et à l'attaque à l'aide d'armes chimiques, biologiques et nucléaires. La portée de ces protocoles reste limitée puisqu'ils n'entreront évidemment en vigueur que pour leurs signataires.

## **ECHOS ONUISIENS**

La session 2005 du « **Fellowship on Disarmament** » des Nations-Unies s'est achevée au début du mois de novembre. Ce programme coordonné par le Département des Affaires de Désarmement de l'ONU (DDA) forme chaque année une trentaine de diplomates et responsables nationaux, principalement de pays en développement, travaillant sur les affaires de désarmement. Pour la seconde fois depuis sa création en 1978 - première session spéciale de l'Assemblée générale consacrée au désarmement- le *fellowship* a vu la participation d'un Français.

## PAYS : enjeux NRBC & missiles

### NUCLEAIRE

#### **Du RNEP au RRW**

Le Congrès américain a refusé pour la seconde année le financement demandé par le Département de l'Énergie pour mener des recherches sur le « *Robust Nuclear Earth Penetrator* » (RNEP). Il a en revanche accepté d'allouer un budget de 25 millions de dollars au « *Reliable Replacement Warhead* », notamment présenté par l'administration comme un moyen d'accroître le rapport coût/efficacité du complexe nucléaire.

#### **Du militaire vers le civil**

Les États-Unis (NNSA) ont annoncé le 7 novembre le retrait à venir de 200 tonnes d'uranium hautement enrichi (UHE) de leur arsenal, dont 160 seront utilisées pour la propulsion navale, 20 pour des réacteurs civils et les 20 restantes pour des réacteurs de recherche et spatiaux.

#### **Initiative de Bratislava**

Le groupe de travail formé dans le cadre de l'initiative sur la sécurité nucléaire de Bratislava remettra son rapport final à la mi-décembre. Cette initiative lancée en février 2005 par les présidents Bush et Poutine prévoit d'accroître la capacité de réponse en cas d'incident nucléaire ou radiologique, de travailler à l'application de la résolution 1540 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies et de mettre en commun les « bonnes pratiques » pour améliorer la sécurité des installations nucléaires.

Enfin, la déclaration met l'accent sur le contrôle du cycle du combustible : coopération pour le développement de la technologie basée sur l'uranium faiblement enrichi (non proliférant), fourniture et récupération du combustible.

#### **L'Inde rentrée dans le rang**

La participation de l'Inde au projet ITER (*International Thermonuclear Experimental Reactor*) a été agréée au mois de novembre par les autres acteurs impliqués (Chine, Corée du Sud, États-Unis, Russie, Japon, Union européenne). Cette décision fait suite à la demande indienne formulée par le directeur de la Commission indienne de l'Énergie atomique le 11 juillet dernier mais surtout à l'accord bilatéral conclu avec les États-Unis le 18 juillet 2005 pour rendre licite une coopération nucléaire civile longtemps interdite en raison de l'existence de la poursuite par l'Inde d'un programme militaire.

#### **Souçons sur le Myanmar**

Le Myanmar a dénoncé les accusations américaines concernant ses éventuelles ambitions nucléaires militaires—accusations formulées par l'Ambassadeur J. Bolton dans une lettre adressée au Conseil de Sécurité.

#### **Résolument anti-nucléaire**

Le Sénat australien a voté une résolution pour soutenir celle de la première Commission de l'Assemblée générale des Nations-Unies (AGNU) concernant le désarmement nucléaire (A/C.1/60/L28). Par ce vote, le 29 novembre dernier, les parlementaires entendaient réaffirmer leur soutien au désarmement nucléaire.

### RADIOLOGIQUE

#### **Disparition de Plutonium**

L'Institut pour la recherche sur l'énergie et sur l'environnement (IEER) a publié un rapport faisant état de la disparition de plusieurs centaines de kg de Plutonium du laboratoire Los Alamos au Nouveau-Mexique. L'IEER, organisation militante américaine fonde ses conclusions sur la comparaison de plusieurs bases de données, sans pour autant tirer de conclusion sur un vol éventuel de ces matières.

### BIOLOGIQUE

#### **BARDA**

Un projet de loi voté par la Commission de la santé du Sénat américain (S.1873) prévoit la création d'une Agence pour le développement et la recherche biomédicale avancée (BARDA selon l'acronyme anglais) sous l'autorité du Département de santé. Le texte envisage également les moyens d'encourager le développement des contre-mesures dans l'éventualité d'accidents ou incidents impliquant des agents pathogènes.

### CHIMIQUE

#### **Capacité de réponse**

Le Qatar a tenu un séminaire de préparation au risque chimique à Doha du 13 au 24 novembre 2005. Celui-ci s'inscrit dans le cadre d'un projet global de construction d'une réponse nationale contre la menace ou l'emploi d'armes chimiques.

#### **40 000 tonnes**

*La Russie, qui a révisé son plan de destruction doit détruire 40 000 tonnes d'agents d'ici 2012 pour un coût estimé de 7 milliards de dollars.*

### MISSILES et autres vecteurs

#### **Russie : deux tests remarquables**

Deux essais de missiles russes ont marqué l'agenda balistique stratégique au mois de novembre. D'une part, en début de mois (01/11/05), le lancement d'un Topol M1 (version mobile du Topol en silo / SS-27) avec la nouvelle tête nucléaire *Igla* a suscité de nombreux commentaires dans la mesure où celle-ci est réputée capable de défier toute défense anti-missile existante, grâce à la possibilité d'un changement de trajectoire en fin de parcours. D'autre part, un test de SS-25 le 29 novembre a permis de confirmer l'extension de vie de ces missiles dont les premiers sont entrés en service en 1985.

*Anti-missile* : La Pologne a confirmé considérer sérieusement l'accueil d'intercepteurs américains sur son sol.

*Missile de croisière* : L'Inde a testé le *Brahmos*, missile de croisière de 290 km de portée (01/12/05). En septembre, c'est le Pakistan qui avait lancé le *Babur*.

## RÈGLEMENT DES CRISES

### **Iran : poursuite de la voie diplomatique**

La crise nucléaire iranienne se prolonge et se poursuit dans un climat des plus tendus, en dépit des tentatives initiées par les Européens (Allemagne, France, Grande-Bretagne) d'y apporter une solution diplomatique. Au début du mois de novembre, l'autorisation donnée par l'Iran pour les inspections de son site de Parchine pouvait être perçue comme un geste de bonne volonté. Mais l'Iran a ensuite multiplié les provocations, sans que la perspective de la tenue du Conseil des gouverneurs ne le conduise à tempérer ses prises de positions dans le domaine nucléaire comme au sujet d'Israël.

Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA qui s'est réuni à Vienne le 24 novembre n'a pas voté le transfert du dossier au Conseil de Sécurité.

Il a néanmoins adressé un message à l'Iran, par la voix du Directeur général, M. El Baradei. Ce dernier a félicité l'Iran pour ses efforts en matière d'informations, d'accès aux sites et aux personnes. Mais il a surtout dénoncé le manque de transparence et sollicité une meilleure coopération de l'Iran avec l'Agence afin de permettre

### **...Dernière Minute...**

Le 21 décembre à Vienne, des représentants de la troika européenne et de l'Iran se sont réunis dans la perspective de reprendre les pourparlers suspendus en août lors de la reprise de la conversion d'uranium par les iraniens. Les parties se sont accordées pour engager à nouveau les discussions en janvier.

à celle-ci de garantir le caractère pacifique de son programme nucléaire.

L'Iran refuse toujours de renoncer à l'enrichissement de l'uranium dont le caractère dual incite à douter des objectifs qui sous-tendent cette volonté. Il a donc rejeté la proposition en date du 11 novembre de transférer celle-ci sur le sol russe mais soutient l'idée que des garanties portant sur les installations de son propre territoire suffiraient à garantir le non-détournement des matières fissiles à des fins militaires. Les diplomates iraniens insistent sur la volonté de conserver la maîtrise du cycle du combustible.

La voie de la diplomatie continue d'être explorée. Cependant, la crispation croissante de l'Iran laisse entrevoir des risques d'escalade.

### **Corée du Nord : fin de la KEDO?**

Les pourparlers à six se sont tenus sans résultat (9-11/11). Le mois de novembre enregistre néanmoins un résultat concret concernant la Corée du Nord avec la décision prise par le Conseil exécutif de la KEDO d'y mettre fin. Ses membres (Etats-Unis, Japon, Corée du Sud, UE) doivent désormais s'accorder sur les modalités. L'organisation pour le développement de l'énergie dans la péninsule coréenne, avait été mise en place lors de la première crise nucléaire nord-coréenne en vue de la construction de deux réacteurs à eau légère.

## TERRORISME

### **Etats-Unis : une sécurité améliorée mais insuffisante**

Le 9/11 Public Discourse Project (PDP) a publié le 5 décembre un rapport d'évaluation des mesures de prévention et de lutte contre le terrorisme aux Etats-Unis. Cette organisation privée est l'émanation de la commission bipartite du Congrès instituée en 2002 pour travailler sur les mesures de prévention contre les attaques terroristes aux Etats-Unis et connue sous le nom de commission 9/11. Celle-ci avait proposé 41 recommandations pour améliorer la sécurité face au risque terroriste, qui ont servi de base au PDP pour son évaluation. Parmi les moins bien notées se trouvent l'attribution d'un canal radio/TV spécifique pour les alertes, l'attribution mesurée du budget sécurité intérieure en fonction des risques et amélioration du système de tri des passagers pour les transports aériens.

La Russie a simulé une attaque terroriste dirigée contre l'installation de Kambarka (6300 tonnes de Lewisite sur ce site)

La sixième Commission de l'Assemblée générale a achevé ses travaux le 29 novembre sans s'accorder sur la **Convention générale relative au terrorisme**, mentionnée dans le document final du Sommet mondial de septembre (§83). Le Président de la session, Jan Eliasson avait indiqué quelques semaines auparavant (17/11) que le point d'achoppement restait « *la référence aux principes de base du droit international et, plus particulièrement, sur le droit à l'autodétermination et le droit de résister à l'occupation* ».

### **Bioterrorisme**

L'Afrique du Sud a accueilli un atelier régional sur le bioterrorisme organisé par Interpol. Premier d'une série de trois, ce séminaire a permis d'examiner les réponses nationales, régionales et internationales et donnera lieu à un exercice de simulation de "grande ampleur".

## CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

### **Une coopération avec l'Inde sanctionnée**

La firme FIBER MATERIAL et plusieurs responsables de celle-ci ont été jugé pour avoir contourné la législation américaine en matière de transferts de technologies de missiles vers l'Inde à la fin des années 1980. La licence spécifique nécessaire pour ce type de transaction n'avait pas été demandée pour une vente de technologies sensibles à l'India's Defense Research Development Laboratory en 1988. Cette vente aurait contribué à l'amélioration du missile moyenne portée Agni.

## RELATIONS INTERNATIONALES

### Géopolitique

L'Ouzbékistan qui s'était retiré du Traité de sécurité collective de Tachkent en 1999 rend des liens en matière de sécurité avec la Russie. Le 14 novembre, le Président Karimov a signé avec son homologue russe un accord de coopération. Le volet politico-militaire de celui-ci prend les traits d'une alliance de sécurité réciproque.

### La France en première ligne pour la CCW

La France a été désignée le 25 novembre dernier pour présider en 2006 la troisième Conférence d'examen des États parties à la *Convention de 1980 sur certaines armes classiques* (CCW). Également appelée Convention sur les armes inhumaines dans la mesure où celle-ci porte sur les armes susceptibles de produire des effets traumatiques excessifs ou de frapper sans discrimination des populations civiles, elle tiendra notamment ses travaux sur :

- la question des mines autres que les mines antipersonnel ;
- la minimisation des risques liés aux munitions susceptibles de générer des résidus explosifs de guerre ;
- les mécanismes de respect de la Convention et de l'ensemble des Protocoles.

L'Ambassadeur François Rivasseau, représentant permanent de la France auprès de la Conférence du désarmement (CD) qui présidera cette session avait participé en septembre dernier à un séminaire portant sur la responsabilité des scientifiques dans la guerre (Paris – École Normale Supérieure - 20/09/05). Offrant à cette occasion un point de situation sur les traités de désarmement, l'Ambassadeur avait souligné l'importance des considérations humanitaires à l'origine des progrès dans les enceintes multilatérales.

## RECHERCHE

### Du côté des instituts

**Où va le Pakistan ?** : La journée d'étude de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) consacrée au Pakistan (16/11/05 Paris) a donné lieu à deux présentations notables sur les relations de cet État avec le nucléaire militaire. P. Lavoy (*Center for Contemporary Conflicts*) a offert des informations précieuses concernant la nouvelle organisation du contrôle des forces nucléaires au Pakistan. Il a aussi énoncé les cinq défis qui, selon lui, se présentent au Pakistan en lien avec ses capacités nucléaires : conserver la crédibilité de la dissuasion, stabiliser les relations avec l'Inde tout en maintenant la pression sur le Cachemire, obtenir une légitimité sur la scène internationale en tant qu'État nucléaire, empêcher l'émergence d'un État voisin nucléaire et garantir la stabilité intérieure, clé de la sécurité militaire.

B. Tertrais (FRS) a détaillé la complexité de l'affaire A.Q. Khan en relativisant l'importance habituellement conférée à ce personnage dans la paternité de la bombe pakistanaise. Le chercheur a mis en évidence les deux problèmes qui se posent de manière latente à la communauté internationale aujourd'hui du fait de l'existence passée de cette « maison d'import-export » : d'une part, la probabilité que le réseau serve encore à des importations pakistanaises et d'autre part, l'incertitude concernant la capacité du Pakistan à empêcher des transferts de savoir-faire par leurs scientifiques.

**Renouveler la dynamique des négociations multilatérales** : Pour son 25<sup>ème</sup> anniversaire, l'Institut de recherche des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) a organisé un débat sur la sécurité humaine comme fondement des négociations multilatérales sur le désarmement (23/11/2005). Cet événement s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche de propositions concrètes pour « *mettre les négociations multilatérales en état de marche* » à travers la prise en compte des préoccupations humanitaires.

**Contrôler le cycle du combustible** : lors de la Conférence internationale de la Fondation Carnegie à Washington (7/11/05), M. El Baradei a réitéré sa volonté de mettre en place un plan de contrôle du cycle du combustible (dans la lignée des propos du Président Bush à la NDU en février 2004). Il a annoncé que les États-Unis et la Russie, ainsi que la fondation NTI souhaitaient contribuer à cette initiative.

### Lectures

#### **Psychologie de la prolifération nucléaire**

Les presses universitaires de Cambridge publieront début 2006 un ouvrage au titre étonnant : « *Psychologie de la prolifération nucléaire* ».

Jacques E.C. Hymans y expose le modèle qu'il a construit pour expliquer la décision de lancer un programme nucléaire militaire. Prenant les cas de deux États nucléaires (France et Inde) et de non nucléaires (Argentine et Australie), il montre comment l'identité et les émotions des dirigeants influent sur le choix de politique nucléaire.

Selon lui, ce choix résulte moins de contraintes externes que de la conception de l'identité nationale dans l'esprit du chef de l'État.

Michael Kraig invité par l'IRIS à s'exprimer sur la prévention de la prolifération au Moyen-Orient, le 28 novembre dernier, a adopté une approche faisant la part belle aux revendications de l'Iran et à ses préoccupations de sécurité affichées. Selon ce chercheur de la Fondation Stanley, la résolution de la crise nécessite une reconnaissance du régime ainsi que l'octroi de garanties de sécurité de la part des États-Unis.

## AGENDA

**17-19 janvier** : 9<sup>ème</sup> réunion de la commission ADM (commission Blix) à Stockholm. NB : Remise du rapport final prévue pour début 2006.

**23 janvier** : Reprise des travaux de la

Conférence du Désarmement à Genève (CD) – 1<sup>ère</sup> session de 2006 jusqu'au 31 mars

**30 janvier – 3 février** : Panel des experts gouvernementaux sur la vérifica-

tion sous tous ses aspects (New-York)

**OBSERVATOIRE de la NON PROLIFÉRATION**  
Conception/Rédaction : Tiphaine de Champchesnel,  
Chargée de recherche  
CESIM